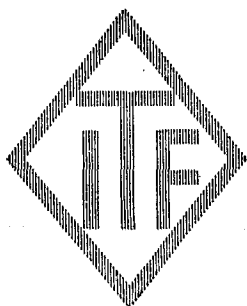


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N° 10  
7<sup>ème</sup> année

Amsterdam, le 13 mai 1939.

La liberté est  
en danger!

(I.T.F.) Robert Bratschi, le secré-  
taire général de la Fédération  
suisse des cheminots, membre du Co-

mité exécutif de la Fédération internationale des ouvriers  
du transport (I.T.F.), a prononcé le 1<sup>er</sup> mai un discours  
radiodiffusé qui contient, sur l'attitude des organisa-

tions ouvrières suisses dans la période actuelle, des paroles qui mé-  
ritent d'être retenues:

La liberté est en danger. Tous, nous le sentons. Les peuples libres,  
doivent être sur leurs gardes. L'ouvrier n'est pas aveugle sur la réalité  
et les dangers de l'heure actuelle. Quelque soit le prix qu'il attache  
à la paix, au-dessus de la paix il y a la liberté et la justice.

Les organisations économiques et politiques de la classe ouvrière  
suisse ont, dans leur activité, tenu compte de la situation actuelle.  
Non pas qu'elles aient voulu renoncer à défendre énergiquement, dans le  
cadres des possibilités existantes, les intérêts des classes laborieuses  
dont elles ont la sauvegarde. Pareil renoncement nuirait non seulement  
aux travailleurs mais à l'ensemble du peuple. Par contre, les organisa-  
tions ouvrières appuient toute action susceptible de renforcer la volonté  
et le pouvoir de résistance du peuple contre toute tentative de l'exté-  
rieur de porter atteinte à notre indépendance et libre détermination.

Le Premier Mai, les travailleurs des peuples libres manifestent pour  
les idées éternelles de liberté, de justice et de fraternité. Leur cœur  
bat à l'unisson avec les cœurs de millions qui ne peuvent célébrer qu'en  
silence la fête du Premier Mai qui est aussi leur fête.

Les travailleurs suisses se sentent liés aux travailleurs d'autres  
pays par un monde de pensées, de sentiments et de vœux ardents. Ils sont  
convaincus que le bonheur durable d'un peuple ne peut que reposer sur le  
bonheur de tous les peuples. L'oppression d'un peuple par un autre est  
une chose complètement inconciliable avec leurs idéals. C'est avec une  
fermeté passionnée que l'ouvrier suisse défendra jusqu'à son dernier  
effort la liberté et l'indépendance de la Suisse libre et démocratique.

Robert Bratschi n'a pas seulement parlé au nom des travailleurs  
suisses. Un même esprit déterminé anime les ouvriers de tous les pays  
menacés par l'axe.

(Pour les rédactions: Notre texte est une traduction résumée des  
principaux passages du discours, paru dans l'organe allemand de la Fédé-  
ration suisse des cheminots, "Der Eisenbahner", N° du 5 mai 1939.)

Condamnation aux travaux forcés pour.....activité syndicale.

syndicale clandestine. Le ministère de la Propagande craint en effet que des renseignements réguliers sur les jugements terroristes permettent des conclusions quant à l'ampleur véritable du mouvement antinazi. Ce n'est que de temps à autre et afin d'intimider les ouvriers, que la presse publie des verdicts d'une extrême rigueur. C'est ainsi que quelques jours avant le 1er mai les journaux allemands ont dû publier une notice disant que huit syndicalistes sudètes "auxquels la disparition des organisations syndicales n'agréait pas" s'étaient vus condamner à des peines allant jusqu'à 8 années de travaux forcés, parce qu'ils s'étaient coalisés "pour reconstituer l'organisation syndicale". (Pour les rédactions: Voir entre autres le "Deutsche Allgemeine Zeitung" du 27 avril.)

Aux Etats-Unis.

Briseurs de grève qui deviennent des mouchards hitlériens.

(I.T.F.) Dans les grandes entreprises de l'Ouest des Etats-Unis, les Nazis disposent d'un réseau étendu d'hommes de confiance. Beaucoup d'entre ces agents nazis ont été embauchés pour agir s'il le faut, comme briseurs de grève ou pour espionner les faits et gestes des ouvriers syndicalistes. Les grandes usines construisant les avions Douglas ont par exemple embauché en février 1937, au moment où l'on apprenait que le syndicat (C.I.O.) avait l'intention de souligner les revendications ouvrières par une grève sur le tas. "Ces hommes n'ont naturellement pas été embauchés pour copier les dessins des plus récents avions de bombardement et les introduire en fraude en Allemagne, mais pour détruire le mouvement syndical dans les entreprises", ainsi écrit le "Voice of the Federation", l'organe hebdomadaire des travailleurs des transports par eau de la côte occidentale des Etats-Unis, dans son numéro du 20 avril. Un nombre de ces hommes d'honneur nazis ont cependant si souvent déployé une activité dans l'esprit de leurs mandataires berlinois, qu'ils ont dû être congédiés.

Un nombre d'Américains allemands

Secrétaires du Front du travail expulsés de Grande-Bretagne.

(I.T.F.) La section pour l'étranger du Front allemand du travail a invité par écrit les ressortissants allemands habitant l'Angleterre à adhérer au Front du travail ou bien à indiquer pour quelle raison ils ne veulent pas le faire. Ceux qui ont des parents restés sous l'emprise de la Gestapo ou sont dépendants de firmes allemandes devaient en cas de refus compter avec des représailles.

Après de longues hésitations, la police anglaise a enfin agi et a expulsé de Grande-Bretagne (fin avril) quelques Nazis coupables de pareilles exactions. Le chef du Front allemand du travail en Grande-Bretagne, un certain Frauendorfer, sa secrétaire, Johanna Wolff, le chef du Front du travail à Liverpool Lahrmann, représentant officiel de la Foire commerciale de Leipzig, ainsi que les chefs des Maisons des marins allemands à Londres et à Southampton ont dû quitter le pays.

(Pour les rédactions: Une de ces lettres du Front allemand du travail a été reproduite par le "Manchester Guardian" No 28878.)

Internationale fasciste.

Appui de la diplomatie à l'Internationale fasciste.

(I.T.F.) Dans les capitales de Grèce et de Bulgarie les Nazis avaient organisé en 1938, au moyen de leur "Bureau central international" des expositions de propagande. En 1939 une exposition semblable doit avoir lieu en Roumanie. La Bulgarie et la Yougoslavie doivent participer à ces expositions dont l'Allemagne et l'Italie sont les principaux exposants. Berlin espère que la Grèce et la Suède seront également officiellement représentées. C'est bien donnant suite à un désir allemand que le gouvernement roumain a invité par la voie diplomatique (!) un nombre d'autres gouvernements à participer à l'exposition de Bucarest.

Il est frappant de constater que le grand périodique édité en de nombreuses langues par le "Bureau central international" ne fait mention de cette démarche que dans le texte allemand et italien. Berlin veut-il éviter que les organisations libres d'éducation ouvrières mettent en garde, en temps opportun des fonctionnaires qui n'ont aucun soupçon, contre

ceux qui en réalité tirent les ficelles dans l'organisation de cette exposition?

(Pour les rédactions: voir "Freude und Arbeit", numéro d'avril 1939).

Le congrès international nazi  
siégera-t-il à Stockholm?

"Bureau central international, Joie et Travail" dans la démocratique Suède. La presse nazie avait prétendu que l'Internationale fasciste avait été invitée à tenir ses assises en Suède. Les autorités suédoises ont déjà signalé cet effronté mensonge. A présent, le président du Conseil de Suède a une fois de plus souligné que le gouvernement suédois n'a adressé aucune invitation à l'Internationale fasciste ("Socialdemokraten, Stockholm, N° du 28 avril) et le président de la Fédération suédoise du Tourisme (Svenska Trafik Förbundet) a écrit à Berlin: "J'ai appris par la presse que votre organisation a l'intention de tenir un congrès à Stockholm en été 1940. Toutefois, il me semble qu'une des conditions préalables à la tenue de ce congrès est qu'une organisation suédoise ait invité le congrès. Or, d'après ce qu'on m'a dit, aucune organisation suédoise ne vous a adressé pareille invitation. Le préfet Kjellman (chargé par le gouvernement suédois de la direction de l'organisation des loisirs ouvriers) assure lui aussi, "que les organisations suédoises des loisirs ouvriers n'appuient pas le projet" ("Socialdemokraten, 29 avril) Ceci n'empêche point les Nazis de poursuivre leurs préparatifs pour la tenue d'un congrès à Stockholm.

(I.T.F.) On sait que l'intention existe de tenir, dans des buts de propagande, le prochain Congrès du

Propagande agressive de  
l'Internationale fasciste.

en plus ouvertement de la propagande nazie. Le numéro d'avril de son périodique "international" a été rempli de propagande hitlérienne de mauvais goût. Cet unique numéro contient pas moins de quarante-six portraits d'Hitler et montages photographiques où il figure, de même que de la réclame pour dix-huit livres avec des portraits d'Hitler et des anecdotes se rapportant à lui.

(I.T.F.) Le "Bureau central international" de l'Internationale fasciste "Joie et Travail" fait de plus

A d'autres pages il est tenté de jeter le ridicule sur le Premier ministre anglais Chamberlain, sans doute pour lui rendre grâce d'avoir récemment reçu à Londres la direction de l'Internationale fasciste. La page de couverture du périodique célèbre la conquête de la Tchécoslovaquie.

Même les amis italiens n'ont pas lieu d'être contents. Un article italien n'a pas été traduit afin de trouver la place pour un historique faussé du parti nazi et pour de la publicité en faveur de l'industrie automobile allemande.

Ouvriers étrangers  
expulsés d'Allemagne.

-----  
(I.T.F.) Une cinquantaine des quelque 200 horlogers suisses embauchés en automne 1938, avec un contrat de travail de 2 ans, par l'industrie horlogère de Pforzheim, ont brusquement été expulsés d'Allemagne. On a commencé par un jeune Suisse qui avait négligé de saluer une bannière nazie. Lorsque ceux expulsés par la suite s'enquirent pour savoir pourquoi on leur retirait le permis de séjour, ils reçurent la réponse significative: "Ici, nous ne sommes ni en Suisse, ni en France; nous n'avons pas de comptes à vous rendre!". Toutes les démarches faites auprès du Front allemand du travail, de l'employeur ou par l'entremise d'un avocat, pour obtenir des renseignements complémentaires se trouvèrent être vaines, de sorte qu'il ne restait aux expulsés pas d'autre issue que de rentrer au pays dans les 48 heures. Seules les mariés qui avaient installé un ménage purent bénéficier d'un délai un peu plus long. Aucun des ouvriers en question n'eut le droit de prendre avec lui l'argent gagné!

Un des Suisses ainsi expulsés a déclaré que par semaine, il gagnait 60 marks, le double du salaire payé aux ouvriers du pays. Sur ce salaire on retient cependant 15 marks d'impôts, plus 2 marks de taxe de célibataire. Les lettres du pays et ceux qu'on envoie sont souvent ouvertes par les autorités.

(Pour les rédactions: "National-Zeitung" de Bâle, N° du 28 avril 1939).

La fête du Premier Mai est interdite en Bohême et Moravie.

(I.T.F.) Dans la République tchécoslovaque le Premier Mai était un jour de fête officiel. Les organi-

sations ouvrières faisaient à cette date d'imposantes manifestations.

Or, les Nazis ont à la dernière minute interdit toute célébration du Premier Mai dans le protectorat de Bohême et de Moravie. On avait annoncé une manifestation dans le Parlement à Prague et un concert public sur la place devant le Palais du Parlement. Des manifestations identiques, s'inspirant toutes d'un même thème, devaient avoir lieu dans toutes les localités. 36 heures avant la tenue, toutes<sup>es</sup> réunions et manifestations publiques, toutes démonstrations d'associations, les feux de Mai et même l'audition en commun d'émissions radiophoniques et le chant en commun furent interdits. Les autorités craignaient apparemment les démonstrations d'hostilité.

La résistance muette contre le houspillage.

(I.T.F.) En Autriche, les ouvriers s'opposent à la guerre et au travail excessif. Pendant la mobilisation

de l'armée allemande contre la Tchécoslovaquie, au début de mars 1939, les ouvriers travaillèrent "au ralenti" dans tant d'entreprises importantes que les Nazis ne savaient plus comment se tirer d'embarras. Des arrestations massives auraient retardé la mobilisation et des avertissements à l'adresse de certains individuellement ne pouvaient guère avoir d'effet. C'est pourquoi on fit afficher, dans toutes les entreprises autrichiennes, un avis, signé d'un représentant du ministre du Travail, menaçant de peines sévères quiconque "contrairement à son devoir refuserait d'accomplir un travail ou ralentirait intentionnellement le rythme".

Des menaces analogues contre les tentatives des travailleurs d'arracher des majorations de salaire en adaptant leur rendement au bulletin de paye sont, depuis fin mars, affichées dans presque toutes les entreprises allemandes.

Des grèves contre la guerre, l'houspillage et la dépression des salaires sont de nos jours impossibles en Allemagne. Travailler au ralenti est l'unique arme qui soit restée aux opprimés. Les menaces des Nazis montrent bien combien cette arme est efficace, à quel point la résistance muette des travailleurs donne à penser aux Nazis.

Les pelotons du travail sont dissous.

(I.T.F.) Les Nazis avaient tenté de faire surveiller les personnels dans les usines par des ouvriers sûrs groupés en des formations quasi-militaires. La tentative a échoué. Le Front allemand du travail a dissous les "pelotons du travail" en tant que formations indépendantes et a incorporé les membres comme militants dans le parti nazi. Les uniformes encore disponibles seront d'abord usés; ensuite tous les membres des pelotons porteront l'uniforme brun des propagandistes du parti. Ils deviendront des propagandistes ou aspirants-propagandistes du parti et relèveront des sections locales de celui-ci.

Avec la suppression des pelotons du travail, les Nazis enterrent de vastes espérances. Au Congrès du parti nazi en 1936, le Dr. Ley avait assuré en se targuant: "Je puis vous annoncer, mon Führer, que (par les pelotons d'usine) non seulement la sécurité et la paix sont garanties dans les entreprises dans les temps normaux mais aussi que dans les pires périodes de crise, des troubles tels que des grèves dans les fabriques de munitions sont exclus" ("Völkischer Beobachter" du 14 septembre 1936). Cependant, les assertions du bavard Dr. Ley n'étaient que du bluff. Le 1<sup>er</sup> mai 1938, un manifeste du Dr. Ley rappelait leur devoir aux pelotons du travail: "Si jamais l'Allemagne devait une fois de plus traverser une passe difficile et si, comme pendant la grande guerre il en résultait de graves difficultés économiques, il faut que chaque entreprise soit organisée de manière à pouvoir elle-même les mesures nécessaires et rétablir l'ordre. Dans l'Allemagne nationale-socialiste, toute entreprise doit mettre son honneur à pouvoir immédiatement écarter et supprimer elle-même, sans moyens coercitifs extérieurs (!), chaque perturbation, désordre, voire des excitations d'éléments irresponsables" ("Völkischer Beobachter", 28 avril 1938).

Aujourd'hui, un an plus tard seulement, la police cherche à combattre la résistance passive des travailleurs. Les pelotons du travail ont failli à leur tâche; la Gestapo est la dernière ressource des Nazis.

Dans la lutte muette qui est menée à l'heure qu'il est dans les entreprises allemandes, on a pu constater que ce n'est que sous la pression des Nazis qu'une grande partie des 360 000 membres des pelotons d'usine a arboré l'uniforme noir et que bien des ouvriers vêtus de cet uniforme se trouvaient dans la lutte pour de meilleures conditions de travail à côté de leurs camarades.

En 1938, le Dr. Ley dut prescrire: "Il faut éviter par tous les moyens que le peloton du travail, composé en majorité d'éléments d'une même classe, se transforme jamais en une organisation de classe".

En 1939, le même Dr. Ley doit dissoudre l'organisation de classe.

La solidarité ouvrière a eu le dessus des desseins nazis.

(Pour les rédactions: "Völkischer Beobachter", 7 mai 1939--

"Fascisme", 14 mai 1938.)

### Le "paradis" mussolinien.

(I.T.F.) A l'exposition italienne de

Carbonia, l'autarcie, tenue fin 1938 à Rome,

on pouvait admirer une maquette de la ville houillère qui allait être construite, sur l'ordre de Mussolini, au profit des mineurs sardes. On pouvait y voir de jolies villas, de sept types différents, comportant quatre appartements modernes, de quatre pièces chacun. Des villas spéciales y étaient prévues pour les directeurs et les employés et pour les ouvriers célibataires des foyers communs. Dans un de ses nombreux discours, Mussolini soulignait le 18 décembre à Carbonia, tous les bienfaits spéciaux du fascisme pour les mineurs. Carbonia toutefois, n'est pas devenu le centre de propagande que semblaient annoncer les fêtes organisées lors de l'inauguration. Celui qui visite aujourd'hui /endroit ne voit rien des merveilles annoncées et est surpris par l'aspect terne de toutes choses. On ne voit ni une femme ni un enfant. Les mineurs en effet, qui s'y installent, embauchés par la Azienda Carboni Italiani, subventionnée par l'Etat, n'ont pas le droit d'emmener même leur femme. Ils vivent ensemble dans de grands dortoirs et les salaires qu'ils touchent suffisent à peine pour subvenir à leurs besoins. Le salaire maximum d'un mineur est de Lire 1,60 par heure, mais la majorité d'entre eux ne touchent pas plus de Lire 1,40. On rétribue 40 heures de travail par semaine, ce qui veut dire que la majorité touchent 56 livres par semaine et que quelques privilégiés seulement atteignent 64 livres. Les ouvriers de Carbonia sont obligés de faire leur achats dans les boutiques protégées par la direction des mines, qui leur imposent les prix que bon leur semble. Ils doivent bien payer ces prix car, fatigués de leur travail, il n'ont pas la force ni le courage de faire une longue marche pour aller s'approvisionner dans un des villages voisins.

Il ne faut pas croire que ces bas salaires existent seulement à Carbonia. Dans les salins de Conti-Vecchi, près de Elmas, le salaire payé aux ouvriers est de Lire 1,40 à l'heure. Avec cela, le travail dans les salins, qui doit toujours s'exécuter à ciel ouvert, est des plus dur. Les salaires les plus élevés qui soient payés en Sardaigne sont touchés par les maîtres-maçons qui reçoivent 2,20 à 2,40 Lires à l'heure. Toutefois, en hiver ils restent pendant des semaines et parfois pendant des mois, sans travailler en raison de la pluie, de sorte qu'au fond ils ne touchent pas plus que les autres.

Le nombre des chômeurs reste constant. A Cagliari, la capitale de la Sardaigne, on peut voir des vieillards, des femmes et des enfants près de l'entrée des casernes, pour mendier les restes des rations militaires. C'est un spectacle humiliant pour un pays qui chante toujours ses gloires impériales.

(Pour les rédactions: Voir "Giustizia e Libertà", Nos 16 et 17.)

### Il est interdit de discuter dans les magasins allemands.

(I.T.F.) Le Dr. Ley, le président du Front allemand du travail, a déclaré le 7 mai, lors de la "Journée du

commerce allemand":

"Chaque boutique et chaque café doit devenir à l'heure qu'il est une cellule politique... Nulle part, en effet, on ne fait plus de politique que précisément dans les boutiques. Le commerçant qui, aujourd'hui, ne se soucie pas des conversations politiques qui se déroulent dans son affaire, mériterait qu'on lui ferme son commerce". ("Angriff" du 9 mai 1939)

### Peu de fruits, encore moins de légumes. Viande rationnée.

(I.T.F.) La consommation de viande de boeuf doit de nouveau être resserrée en Allemagne. Les autorités ont ordonné

qu'à nouveau le nombre des boeufs et des veaux abattus sera réduit d'un cinquième. Ceci signifie une diminution de 7% de la viande disponible par jour, si l'on ne veut pas avoir recours à deux

"jours sans viande" par mois. "Entre 8 heures et 10 heures du matin il y a dans les boucheries une véritable course pour avoir les bons rotis" -écrit le "Deutsche Volkswirt" (du 29 avril 1939). Bien des ménagères n'obtiennent pas ce qu'elles demandent. On leur donne "du bouilli au lieu de rôti, un morceau cher au lieu d'un morceau avantageux ou bien du saucisson au lieu de bouilli". La restriction de l'abattage aggravera encore cet état de choses; c'est pourquoi le "Deutsche Volkswirt" réclame que la viande soit rationnée de la même manière que le beurre et le café, par exemple.

Le ministre de l'Agriculture recommande une autre solution. Il pense que le peuple allemand devrait "à la place de viande, consommer plus de fruits et de légumes". Seulement, les fruits et les légumes sont tout aussi rares en Allemagne que la graisse et la viande. Dans le même discours dans lequel le ministre faisait cette recommandation, il annonçait un recul ultérieur du ravitaillement en fruits et en légumes, "qu'il avait affecté moins de terrain à la culture maraîchère et qu'en outre la main-d'oeuvre fait défaut dans l'industrie maraîchère et fruitière. Il ne faut pas compter avec des importations suffisantes de fruits et de légumes. Le ministre nazi prévoit "le retour d'années à la consommation de fruits devra, ou bien être sensiblement restreint, ou bien passagèrement être totalement supprimée". Il ajouta que lors de resserments futurs du marché, il ne fallait pas invectiver contre les autorités mais contre les méchants ouvriers agricoles qui passent dans les industries de guerre (pour fuir leurs salaires de famine!) "Frankfurter Zeitung", 23 avril 1939.

#### Le mouvement des sténo-dactylos berlinoises.

(I.T.F.) Pour la première fois, les autorités nazies ont dû ouvertement réagir contre une action d'employés

de bureau. Ils tâchent de couper court au mouvement revendicatif des sténo-dactylos berlinoises.

Il y a à Berlin pénurie de sténo-dactylographes. Les autorités, en effet, ont considérablement étendu leurs bureaux; l'administration des matières premières et des devises réclame beaucoup de paperasses inutiles. Et, bien que le nombre des jeunes sténo-dactylos dans les villes ait reculé -- à la suite du recul des naissances dans les années de guerre -- on a rigoureusement limité l'afflux de jeunes employées de la campagne et de la province.

Les sténo-dactylos cherchent à profiter de cet état de choses pour arracher des augmentations de traitement. La vie coûte cher à Berlin pour ces jeunes filles qui doivent payer plus de loyer pour leur chambre et n'ont pas le temps de faire la queue dans les magasins pour avoir des vivres à bon compte. Les autorités ont repoussé l'augmentation des traitements contractuels. Bien des employées tâchent par conséquent de trouver une autre place payant mieux. Afin de mettre un terme à ce mouvement, les Nazis ont décrété que les sténo-dactylographes, secrétaires et dactylographes ne peuvent, en acceptant un nouvel emploi, pas réclamer un traitement supérieur à celui qu'elles touchaient précédemment et il est interdit de leur payer un traitement supérieur, à moins que dans le bureau en question le niveau des salaires soit de manière générale plus élevé -- ce qui est par exemple le cas dans bien des bureaux des autorités militaires. Des augmentations de traitement peuvent au plus tôt être accordées six mois après l'engagement et ont besoin d'une approbation des autorités.

L'ordonnance du Commissaire au travail est affichée dans tous les bureaux berlinois. Elle aura pour effet de diminuer encore la popularité des Nazis mais elle ne pourra pas étouffer le mouvement des employées berlinoises.

(Pour les rédactions: "Deutsche Allgemeine Zeitung", 30 avril 1939)

#### Le sort des coopératives allemandes de consommation.

(I.T.F.) Lors de la "Journée du commerce allemand", le 7 mai, le Dr. Ley a tranché le sort des coopératives

allemandes mises au pas. "A l'heure qu'il est" -- a-t-il dit -- "nous ne voulons plus avoir affaire à tout ce qui est coopérative de consommation".

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

La limitation des vitesses sur les routes allemandes.  
Les nazis peints par eux-mêmes.

(I.T.F.) "Sur ordre du Führer" on a construit des autostrades exigées par la camarilla militaire. Sur ordre du Führer, on a fait

une réclame tapageuse. Les autostrades garantissaient, disait-on, une sécurité quasi absolue. Aucune limitation de la vitesse n'était nécessaire.

Résultat? Sauvagerie, sur toutes les routes, des automobilistes ivres de vitesse. Le "Völkische Beobachter" du 8 mai 1939 rapporte les déclarations faites à une conférence de presse, par le chef de la police des routes:

"Par ordre du Führer, une limite de vitesse sera instituée. Les avertissements répétés des autorités sont restés dans effet sur les nombreux automobilistes inconscients." Les maxima fixés sont de 40 à 60 km. dans les agglomérations et 70 à 100 km. en dehors des agglomérations.

Le journal du Führer renchérit encore sur les paroles du chef de la police et vitupère les enragés qui traversent les villes et les villages à une vitesse de 100 km. à l'heure. "Dans les conditions présentes il n'était plus guère possible à un piéton de traverser une rue animée sans danger ou sans l'assistance d'un agent de police."

Quand on sait que l'automobilisme est le "sport" et le "moyen de communication" favori de l'armée des bonzes du parti hitlérien, quand on sait que l'appareil du parti hitlérien possède une forte proportion de tout le parc automobile allemand, on est reconnaissant au haut fonctionnaire nazi d'avoir peint si franchement ses corréligionnaires.

La diminution de la sécurité sur les routes allemandes.

Le nombre d'accidents sur les routes allemandes est en augmentation, malgré le débranchement d'une notable partie du trafic routier sur les autostrades.

La manière sauvage de conduire des chauffards y est naturellement pour quelque chose. La statistique allemande chiffre à 15 p.c. la part des "excès de vitesse" dans l'augmentation du nombre d'accidents. Les cas "d'ébriété des conducteurs" y sont chiffrés à 25 p.c. Mais quand la statistique vient à parler du chapitre qui touche plus particulièrement aux chauffeurs professionnels, elle chiffre à 36 p.c. de l'augmentation du nombre des accidents la part des "excès de fatigue", accidents causés par des chauffeurs ENDORMIS AU VOLANT! Il est dommage que la statistique ne fasse pas de distinction entre chauffeurs professionnels et automobilistes conduisant leur propre voiture. D'après ce que disent des chauffeurs, il n'y a pratiquement plus de réglementation de la durée du travail des chauffeurs professionnels. Les autorités donnent d'ailleurs l'exemple du sabotage des règlements. Ainsi, les journées des chauffeurs occupés aux travaux forcés des fortifications, sont interminables.

Enfin, l'état de nombreux véhicules semble aussi être piteux et une source d'insécurité. L'industrie, surchargée par les commandes urgentes de l'armée, n'est pas en mesure de procéder avec assez de rapidité aux révisions et réparations nécessaires. Les pièces de rechange font défaut. Il y a pénurie de pneus. Si jamais l'armée devait réquisitionner ce matériel usé jusqu'à la corde, il ne servirait pas à grand'chose.

Le souci de ménager le parc automobile pour des fins militaires, n'est-il peut-être pas une des raisons qui ont amené le Führer à donner l'ordre de limiter les vitesses?